



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 15 janvier 2018

Rupture conventionnelle collective : cadeau de Nouvel an au patronat

Le 8 janvier, Pimkie et PSA ont annoncé vouloir profiter des décrets d'application des ordonnances publiés le 22 décembre, en utilisant la *Rupture conventionnelle collective*, nouvelle arme pour supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'une raison économique, élaborer un plan social, proposer des reclassements... Le premier comptait faire ainsi sans embrouille plus de 700 suppressions d'emplois, le second en annonce 2 200. Sacré cadeau fait par le gouvernement au patronat que cette nouvelle loi.

Cette procédure de *Rupture conventionnelle collective* vient après le «succès» pour les patrons de la *Rupture conventionnelle individuelle* créée en 2008 par Sarkozy, qui a déjà précipité au chômage près de trois millions de salariés. Huit fois sur dix cette rupture individuelle prétendue volontaire a été initiée par l'employeur, imposée à coups de chantages divers, voire de harcèlement.

Le gouvernement avait proposé aux patrons cinq modèles de lettre de licenciement individuel leur garantissant d'être dans les clous juridiques. Pour la nouvelle loi, l'administration du travail sera chargée d'homologuer les futures ruptures collectives pour qu'elles soient applicables à tous les salariés sans risque juridique pour les patrons !

Les grands patrons à l'offensive

Pimkie, chaîne de magasins d'habillement, a été la première entreprise à annoncer la mise en œuvre d'une *Rupture conventionnelle collective*, même si finalement elle a dû faire marche arrière devant le refus des syndicats et revenir à un « plan de départs volontaires », avec en vue le même nombre de suppressions d'emplois. Pimkie, propriété de Mulliez (une des plus grosses fortunes de France, environ 40 milliards d'euros, propriétaire d'Auchan), c'est plus de 700 magasins dans le monde, dont une centaine en France. Et c'est en prétextant un déficit que Pimkie veut supprimer 10 % des emplois en Europe.

Le groupe PSA, quant à lui, a réalisé en 2016 un bénéfice record de 2,15 milliards d'euros après avoir supprimé 25 000 emplois sur 5 ans, essentiellement au moyen de « plans de départs volontaires ». Il en prépare donc 2 200 de plus : 900 « congés seniors » et 1 300 dans le cadre de cette Rupture collective. Et PSA espère obtenir l'accord d'une partie des syndicats, dont certains

ont déjà déclaré qu'ils y étaient favorables, la direction prétendant être en mesure, grâce à la souplesse que lui accorde cette nouvelle façon de licencier, de créer 1 300 nouveaux emplois.

Que vaut une telle promesse ! Quand on sait que sur certaines chaînes de production les intérimaires représentent déjà 90 % des effectifs, l'objectif serait tout d'abord de remplacer le maximum des travailleurs en CDI par des intérimaires, pour flexibiliser davantage l'emploi.

Parler des petits pour satisfaire les gros

Cette combine des *Ruptures conventionnelles collectives* est une porte de plus ouverte aux suppressions d'emplois sans entrave. Et si les primes de départ ne peuvent être inférieures au minimum légal, elles seront bien moins élevées que dans les PSE : c'est le licenciement à très bas coût.

Macron avait présenté sa loi comme devant faciliter la vie des patrons de très petites entreprises : on voit que ce sont d'abord de grandes entreprises qui se précipitent pour l'utiliser.

Refuser les reculs sociaux, coordonner les luttes

La publication des décrets d'application des ordonnances ne met pas fin pour autant aux luttes, malgré la passivité des confédérations syndicales. Avec des victoires dans des hôpitaux, dans le nettoyage, la restauration... et même chez les « micro-entrepreneurs » ubérisés de Deliveroo.

Les attaques programmées contre les chômeurs et les migrants, celles sur la Sécurité sociale, la baisse du pouvoir d'achat, la hausse de la précarité et du chômage ne peuvent pas rester sans riposte.

Cinquante ans après mai 1968, que celle-ci s'organise au plus vite et devienne lame de fond, tel est notre vœu pour 2018 !

Pas de mission sans prime !

La direction a eu les yeux plus gros que le ventre ! Sans doute inspirés par Gascon, des RH plein de « talent » ont essayé de piquer deux jours de prime à 55€ aux salariés de la MAP qui partent en mission faire des essais. Nos très chers patrons voulaient économiser sur les jours de voyage en prétextant que les salariés ne bossent pas pendant ce temps. Comme si le temps passé dans les aéroports ou sur la route ce n'était pas pour le boulot !

Mais les collègues de la MAP ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils se sont réunis et ont vite fait comprendre aux chefs qu'il n'était pas question de se laisser voler ces primes ! Devant leur réaction et avec le retard de nombreux projets *euro6dtemp*, la direction a bien été obligée de remballer sa mesure et son arrogance avec : les primes seront bien payées pour les jours de voyage.

Ce n'est qu'un petit exemple de ce que tentent les patrons d'un côté et de ce qu'on peut leur répondre collectivement. Vu la pression qu'ils nous mettent pour avancer le boulot en retard, on a les moyens de leur faire lâcher bien plus que ça. À quand la prochaine tentative ?

PEI Cléon : la solidarité ça paie !

À l'usine de Cléon, l'entreprise de nettoyage PEI avait mis à pied un salarié fin novembre sous un prétexte bidon car il avait eu la drôle d'idée de demander ses arriérés de salaire... PEI a donc voulu s'en débarrasser, mais c'était sans compter sur la solidarité des collègues. Plus de 300 salariés Renault de la fonderie ont signé une pétition en sa faveur et ont organisé une collecte pour qu'il tienne le coup, car la direction a essayé pendant plus d'un mois de le faire partir en prolongeant la mise à pied et en proposant des « arrangements ».

Mais la solidarité a marché : il a été réintégré et a obtenu ses salaires en retard. Renault et ses prestas multiplient les coups de pression voire les magouilles pour nous imposer leur loi. On peut les faire reculer, à condition de ne pas se laisser diviser.

Sous-traitance ou maltraitance ?

À Lardy aussi, c'est PEI qui emploie le personnel de nettoyage. Et ici aussi, PEI dépasse les bornes. Pressions du chef de site, remarques racistes, manque de personnel et de matériel... Et maintenant, changement brusque et sans concertation de bâtiments de travail pour plusieurs d'entre eux. En traitant les salariés comme une main-d'œuvre corvéable à souhait, la direction de PEI va finir par faire déborder le vase, comme à Cléon.

Pour ne pas subir les provocations des chefs chacun dans notre coin, il faut dès maintenant qu'on soutienne tous ensemble les collègues du nettoyage.

Cycles à rallonge : gare à l'effet-retour !

Les nouvelles normes imposent des cycles de test toujours plus longs. Les salariés prestataires qui conduisent aux bancs à rouleaux sont passés de cycles de 20 minutes à 30, puis aujourd'hui à près de 2 heures pour certains. Cette charge de travail croissante n'est pas sans conséquence sur la santé : ils doivent rester concentrés 2 heures pour suivre un curseur sur un écran, sans le moindre dépassement des tolérances, car en cas d'écart

l'ensemble du cycle peut être nul et à refaire.

Il y aurait bien d'autres solutions pour ne pas forcer les salariés à bosser dans de telles conditions : faire tourner les bancs inutilisés laissés à l'arrêt et embaucher du personnel pour couper le cycle en deux. Mais la direction Renault veut juste booster ses profits : elle impose des objectifs aux entreprises prestataires, qui répercutent la pression sur leurs salariés.

À force de tirer sur la corde, ces chefs vont finir par faire péter le couvercle. Il y a urgence à engager un nouveau cycle de luttes !

Leurs vœux et les nôtres

L'année 2018 s'annonce riche en aventure pour la direction : les ventes sont en hausse, Renault crée son fonds d'investissement pour réinventer l'eau chaude et Ghosn va bientôt céder sa place de PDG pour devenir chef suprême de l'Alliance ou roi du monde. Tout ça, c'est bon pour les actionnaires qui nagent dans le fric et les chefs à leur service. Pour nous c'est toujours plus de pression, des salaires bloqués et des contrats précaires.

Alors pour inverser la tendance, faisons de 2018 un remake de Mai 68. Avec une grève générale, les patrons et leurs sous-fifres feraient moins les malins...

PSA : ordonnances Macron pour les patrons

À peine promulguées, les nouvelles modalités de licenciement contenues dans la Loi Travail n°2 de Macron vont être utilisées par PSA pour jeter les salariés comme des kleenex, sans même avoir à passer par des procédures de licenciement. PSA a annoncé 2200 suppressions d'emploi pour 2018, dont 1300 « ruptures conventionnelles collectives » : un départ soi-disant au volontariat, qui se fera en réalité sous la pression des chefs et des conditions de travail. La voilà leur « flexibilité » : virer des salariés toujours plus facilement. En région parisienne, ces mesures vont toucher l'usine de Saint-Ouen et le centre technique de La Garenne. Rien ne dit que Renault ne sera pas tenté de recourir à cette nouvelle astuce patronale à l'avenir.

La lutte de classe continue côté patronat : à quand la riposte des salariés ?

Lactalis : bon appétit quand même !

Le scandale du lait infantile contaminé à la salmonellose révèle bien des choses sur l'industrie agroalimentaire. D'abord la responsabilité de l'État qui a réduit le nombre de contrôleurs de la Direction de la Répression des fraudes : le site Lactalis de Craon dont est issu le lait contaminé était considéré comme satisfaisant... mais sa dernière inspection ne concernait que les ateliers de fabrication de céréales et non toute l'usine. Pas de bol ! Le groupe Lactalis, censé faire aussi ses autocontrôles, a surtout contrôlé la diffusion des informations : quand le scandale a éclaté, il n'a rien dit et a essayé de ne retirer au début que quelques lots pour limiter les pertes : seulement 12 lots puis 620 une semaine plus tard. Enfin, les grandes surfaces ont continué de commercialiser le lait contaminé.

Pour préserver notre santé, il y a urgence à en finir avec ce système qui fait passer le profit avant tout.